



## Des sous et du personnel pour la santé et l'autonomie !



L'épidémie de grippe vient de montrer une fois de plus la faillite de notre système de santé. Il y a une extrême urgence à répondre à cette crise, à former des soignant-es en nombre suffisant, à transformer la gestion de l'hôpital et de la médecine de ville vers la réponse aux besoins des patients et non vers la rentabilité, pour que les soignant-es s'y sentent bien et arrêtent de s'en détourner.

Nous pouvons nous réjouir que des parlementaires soient à l'initiative de propositions de loi sur la santé. Un texte déjà voté par le Sénat sera en débat à l'Assemblée Nationale le 23 janvier. Il vise à instaurer un nombre minimum de soignant-es par patient hospitalisé. Puisse cette attention portée à nos soignant-es leur apporter un peu de baume au cœur ! Inspiré de réglementations de pays où l'hospitalisation est essentiellement privée à but lucratif, ce texte ne sera rien, sans une augmentation forte des formations de soignant-es, avec le salariat de leurs études en échange d'un engagement dans le service public.

Pire, il pourrait donner des arguments pour de nouvelles fermetures de lits, ces lits qui manquent tant. Et comment ce nombre minimum peut-il être décidé sans l'avis des soignant-es, de leurs organisations syndicales ?

La proposition de loi transpartisane contre les déserts médicaux s'est enrichie depuis sa première version et la Coordination s'en félicite. Régulation de l'installation, obligation de participation à la permanence des soins, mesures pour démocratiser les études de médecine, suppression de Parcoursup pour l'entrée en IFSI ... Mais sans obligation des facultés de médecine à former plus de médecins, accompagnée des moyens nécessaires, la situation sera encore pire dans dix ans !

Les mobilisations des usagers, contre les restes à charge en santé, les déserts médicaux ou la dangereuse régulation des urgences, celles des personnels de santé pour avoir les moyens de travailler, marquent des points avec le renoncement du gouvernement Bayrou à l'augmentation du ticket modérateur et son annonce d'une légère augmentation de l'ONDAM. La mobilisation est nécessaire pour de vraies mesures. Rappelons, en octobre, la FHF (Fédération hospitalière de France) demandait une augmentation de l'ONDAM de 6 %, simplement pour maintenir l'existant.

Il faut en finir avec les dépassements d'honoraires, former en nombre des médecins et tous les personnels de santé, établir un vrai accès égalitaire aux soins dans tous les territoires de notre pays en particulier en créant un service public de soins de premiers recours comme le propose le [plan d'urgence de la Coordination](#).

**18 Janvier 2025**